

13 décembre 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI

Un comité sénatorial se penchera sur la cyberintimidation

Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Affolés par la récente vague de suicides chez les jeunes victimes d'intimidation, les membres du comité sénatorial des droits de la personne ont annoncé, hier, qu'ils entamaient une étude de la question, dès maintenant.

Mère de deux filles, la sénatrice ontarienne Salma Atallahjan agira à titre de marraine de l'étude, qui se penchera sur les obligations du pays en fonction de l'article 19 de la Convention de L'ONU relative aux droits de l'enfant. Cette convention prévoit que les pays-membres prennent « toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées » pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, notamment mentale.

L'intimidation s'est transformée et n'est plus seulement pratiquée à l'école et au terrain de jeux, mais bien 24 h par jour, en raison de la popularité des téléphones cellulaires et des médias sociaux comme Facebook.

« On a qu'à penser au jeune Jamie Hubley, ce jeune d'Ottawa qui s'est enlevé la vie parce qu'il était intimidé, ou à Marjorie Raymond, au Québec, a dit la sénatrice. L'intimidation, de nos jours, nous suit partout. On ne peut plus s'en sauver. C'est une condamnation à la prison à perpétuité. » Le comité songe d'ailleurs à convoquer le père de Jamie, le conseiller municipal Allan Hubley.

Mme Atallahjan se dit convaincue que les générations plus âgées ne sont pas parvenues à comprendre l'ampleur du problème, malgré les nombreux suicides. Dans le cadre de son étude, le comité examinera la possibilité de mettre en oeuvre, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, une initiative nationale de prévention de la cyberintimidation afin de protéger les enfants, a indiqué la sénatrice Mobina Jaffer, présidente du comité.

Chaque mois, 282000 cas d'intimidation sont signalés dans les écoles secondaires du Canada, et le suicide occupe maintenant le deuxième rang des causes de décès chez les jeunes Canadiens.

PARENTS, GRANDS-PARENTS, ONCLES, TANTES, AMIS... PRÉSENTEZ-NOUS VOS BÉBÉS PRÉFÉRÉS...
Les Bébé 2011
LeDroit

Le 14 janvier 2012, nos lecteurs sélectionneront un bébé gagnant. Son nom sera tiré au sort. Les vaincus recevront des prix de participation offerts et seront également choisis.

Les commentaires suivants sont bienvenus de contribuer à votre bonheur !

PRIX : 1 semaine de photos en studio avec un accompagnement unique (24" à 30") d'une valeur de 1 000 \$

PRIX : 4 cartes-cadeaux de 250 \$

Prix pour TOUS les participants !
Inclusivement d'un set de cartes-cadeaux de 100 \$ offert à tous les participants.

Plus de photos, plus de chances de gagner !

Pour participer, RÉSERVEZ VOTRE COUPON DE COMPAGNIE !!
813.562.8222 OU LA 1.800.347.9551

Le comité présentera au gouvernement des recommandations visant à s'attaquer à l'intimidation et à la cyberintimidation, au plus tard le 31 octobre 2012.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

L'Université d'Ottawa tarde à regrouper les programmes, s'insurge le doyen de la faculté

Les sciences de la santé toujours éparpillées



JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

Le doyen de la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa (U d'O), le D^r Denis Prud'homme, digère mal la décision de l'établissement de reporter le projet de consolidation des programmes sous un même toit. La Faculté des sciences de la santé de l'U d'O réclame depuis plus de deux décennies déjà la consolidation de ses activités au sein d'un seul site. À l'heure actuelle, les quelque 4600 étudiants en sciences de la santé doivent utiliser des navettes, puisque leurs cours sont offerts sur trois campus différents.

L'hiver dernier, le D^r Denis Prud'homme se réjouissait après avoir reçu un courriel du recteur, Allan Rock. Dans ce courriel, M. Rock spécifiait que la consolidation des activités de la Faculté des sciences de la santé était prioritaire.

Or, le 27 novembre dernier, un autre courriel est venu met-

tre un terme à l'enthousiasme du personnel de la faculté, qui regroupe tous les programmes liés à la santé, à l'exception de la médecine. Le projet n'a pas été retenu pour faire partie du plan quinquennal 2012-2016.

Dans le plus récent bulletin électronique de la faculté, le D^r Prud'homme affirme que «cette situation est inacceptable». «Les besoins chroniques d'espace ont mené à l'éclatement de notre faculté et beaucoup de nos étudiants sont toujours actuellement 'sans-abri', écrit-il.

En entrevue, Le D^r Prud'homme se dit «très déçu» de cette décision, même s'il était conscient que le projet pouvait ne pas être retenu pour le prochain plan quinquennal.

Victime de sa croissance

La Faculté des sciences de la santé de l'U d'O a connu une croissance «exponentielle» ces dernières années, et il est «évident» que cette croissance sera freinée par manque d'espace, affirme le doyen de la faculté.

Le D^r Prud'homme souhaitait notamment favoriser le travail interdisciplinaire en réunissant les étudiants et le personnel sur



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Les 4600 étudiants en sciences de la santé doivent constamment utiliser des navettes, car leurs cours sont offerts sur trois campus différents. Une situation «inacceptable», juge le recteur de la faculté, le D^r Denis Prud'homme.

un seul campus.

Certaines solutions sont sur la table, comme la concentration des activités de la faculté au sein de deux campus. Mais «toute solution alternative dont l'objectif serait de nous donner de l'espace à gauche et à droite, ce n'est pas un bon investissement pour les payeurs de taxes et pour les étudiants», estime cependant le D^r Prud'homme.

Du côté de l'université, le gestionnaire des relations avec les médias, Vincent Lamontagne, souligne que l'U d'O «fait face à différents défis en matière d'espace», comme plusieurs autres établissements postsecondaires au pays.

«Nous comprenons et reconnaissons bien sûr les besoins de notre Faculté des sciences de la santé et nous continuerons à

évaluer les façons et les moyens de répondre à ceux-ci de façon efficace et pour les bien-être de nos étudiants, de nos professeurs et des membres de notre personnel, a indiqué M. Lamontagne. [...] Nous continuerons à mettre tous les efforts nécessaires et à travailler ensemble afin de répondre aux besoins des membres de notre communauté.»

Dépêchez-vous avant que ce solde soit mis sur la glace!

Obtenez un rabais allant jusqu'à

50\$ + 50\$

sur certains téléphones intelligents.

Recevez en prime un cadeau de

avec tous les téléphones intelligents!

Samsung Galaxy Ace

BlackBerry Curve 3G

koodo
mobile™

L'offre se termine le 31 décembre 2011.

Ça sonne bien



FUTURE SHOP

Walmart*

koodo

Ottawa
Bayshore Shopping Centre
Carlingwood Mall
Les Galeries de Hull
Place d'Orléans
Promenades de l'Ottawa
Rideau Centre
St. Laurent Centre

Belleville
Quinte Mall

Brockville
1000 Islands Mall

Cornwall
Cornwall Square

Kingston
Catarags Town Centre

(*) Le cadeau en prime peut varier selon le magasin. Rendez-vous en magasin pour tous les détails. Offert avec nouvelles activations seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. Android est une marque de Google Inc. L'utilisation de cette marque est soumise aux permissions de Google. BlackBerry, RM, Research In Motion et les marques de commerce qui y sont reliées, noms et logos sont la propriété de Research In Motion Limited, enregistrés et/ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com 800-361-1777/800-404-8888/800-838-0384
CERTAINS ANS-POSTÉ-LEÇ-APPLICABLE LAW

LEDROIT, LE MARDI 13 DÉCEMBRE 2011

13 décembre 2011 | Le Droit | ANABELLEANABELLENICOUD NICOUD

Le niqab banni des cérémonies de citoyenneté

Lalapresse Presse

Les Néo-canadiennes devront maintenant dévoiler leur visage au cours de leur cérémonie de citoyenneté, a annoncé hier matin le ministre de l'immigration, Jason Kenney.



ARCHIVES, La Presse

Plusieurs musulmanes ont manifesté à Montréal en septembre 2010 pour le respect de leur droit de choisir de porter le niqab. Hier, le voile islamique intégral a été interdit lors des cérémonies de citoyenneté.

Une mesure pratique, mais surtout symbolique, selon le ministre. « On ne peut tolérer deux classes de citoyens, ou deux classes de cérémonie de citoyenneté », dit-il.

Jason Kenney n'a toutefois pas pu dire combien de femmes ont prêté allégeance à la reine intégralement voilées.

Mais selon lui, le problème est suffisamment courant pour justifier une nouvelle règle imposant le

visage découvert.

« Chaque semaine, nous voyons des demandeuses de citoyenneté voilées. C'est un problème suffisamment courant pour clarifier les règles. Bizarrement, les règles permettaient de se présenter voilée. Mais ça change aujourd'hui. »

Totalement inutile

citée une certaine irritation.

« C'est totalement inutile », croit le président du Conseil musulman de Montréal, Salam Elmenyawy.

Selon lui, seules 2000 musulmanes portent le voile au Québec. « Le juge doit savoir qui est dessous, ça, ce n'est pas un problème, dit-il. Encore une fois, on essaie de régler un problème qui n'existe pas en montrant du doigt les musulmans. »

Le gouvernement conservateur est aussi soupçonné de vouloir faire diversion avec le niqab dans les cérémonies de citoyenneté.

« Je m'oppose à ce que le ministre se serve d'un dossier comme celui-ci à des fins politiques au lieu de le traiter d'une manière sensible qui reconnaît les complexités légales et culturelles », regrette le critique du Nouveau Parti démocratique en matière d'immigration, Don Davies.

Françoise David

Sur la scène provinciale, Françoise David, tout en étant favorable à cette mesure, estime que les conservateurs essaient de faire diversion. « C'est le genre de mesure dont on ne parlera plus dans 24 heures », estime la co-porte-parole du parti.

Ce n'est pas la première fois que le voile fait débat.

En 2007, l'Élection Canada avait créé une commotion en autorisant les musulmanes à voter avec le visage entièrement voilé. La Cour suprême doit aussi rendre son avis sur la possibilité pour les femmes intégralement voilées de témoigner à visage couvert dans les tribunaux du pays. La nouvelle mesure de Jason Kenney reste circonscrite aux cérémonies de citoyenneté et ne s'étend pas au port des signes religieux.

Avec Martin Croteau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com

Les conseillers n'ont plus qu'à voter

Presque sept ans de pourparlers entre la Ville d'Ottawa et l'entreprise de transformation des déchets Plasco Energy Group seraient sur le point de déboucher sur une entente de 20 ans. Le document a reçu, hier, un appui quasi-unanime du comité de l'environnement. Il aboutira demain devant le conseil municipal.



ÉTIENNE RANGER, Archives, Ledroit

Pour Kent Kirkpatrick, le directeur municipal d'Ottawa, l'entente avec Plasco ne comporte aucun risque financier pour la ville.

En vertu de cette entente, Plasco accepterait 300 tonnes de déchets par jour, soit près de 110 000 tonnes par année, à une nouvelle usine que l'entreprise prévoit construire à côté de son usine expérimentale du chemin Trail, dans le sud-ouest de la ville. Ces déchets seraient chauffés à très haute température par des torches au plasma, jusqu'à ce qu'ils soient « gazéifiés ». Ces gaz serviraient ensuite à produire de l'électricité, qui serait vendue à la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Si le conseil municipal va de l'avant, Plasco aura jusqu'au 31 mars 2013 pour boucler le financement de sa nouvelle usine de 175 millions \$. L'usine pourrait être construite et opérationnelle dès juin 2014, a laissé savoir, hier, le président et fondateur de l'entreprise, Rod Bryden. Les nouvelles installations seraient ensuite soumises à une période de rodage de trois ans.

Des clauses de l'entente permettraient à la Ville de se retirer sans aucune pénalité si Plasco n'était pas prête à « gazéifier » des déchets en juin 2016 ou si l'entreprise était incapable de transformer le tonnage de déchets prévu à la fin de la période de rodage. Dans le meilleur des scénarios, l'entente laisserait aussi au groupe de M. Bryden la latitude d'accepter des déchets d'autres municipalités ou même des déchets des secteurs industriel, commercial et institutionnel, qui sont actuellement enfouis au dépôt du chemin Carp.

Aucun risque financier

« Il n'y a absolument aucun risque financier pour la Ville », a insisté le directeur municipal Kent Kirkpatrick.

La Ville d'Ottawa paierait environ 9,1 millions \$ par année en droits de déversement, soit 83,25 \$ pour chaque tonne de déchets acheminés à Plasco. La municipalité régionale de Durham, près de Toronto, paie 105 \$ pour chaque tonne de déchets qu'elle achemine à son incinérateur, une technologie plus polluante et qui produit moins d'énergie. L'usine ottavienne envisage de produire 1,4 mégawatt d'électricité pour chaque tonne de déchets, contre 0,86 mégawatt pour Durham.

Selon M. Bryden, la « gazéification » est la moins polluante de toutes les technologies de transformation des déchets qui existent à l'heure actuelle. Elle permettrait d'enrayer 99,4 % du méthane et 100 % du lixiviat qui s'échappent des sites d'enfouissement traditionnels. Et bien que deux fois plus coûteuse que l'enfouissement, à la base, cette avenue permettrait à Ottawa d'économiser à long terme en prolongeant la vie du dépotoir du chemin Trail d'environ 30 ans.

Le ministère de l'environnement de l'Ontario a eu Plasco à l'œil depuis le début de ses opérations, en 2008, à son usine expérimentale du chemin Trail, juste en face de la décharge municipale. À la fin octobre, l'entreprise a obtenu toutes les approbations nécessaires pour exploiter sa technologie à grande échelle. Hier, on a toutefois appris que la plus longue période de fonctionnement ininterrompue de l'usine a été de six jours, et non de 21 jours, comme l'avait d'abord laissé entendre M. Bryden.

C'est justement ce qui fait croire à la conseillère Diane Holmes que la Ville d'Ottawa est en train de précipiter la signature d'un contrat avec Plasco. L'élue du quartier Somerset est la seule et membre du comité de l'environnement à avoir voté contre une entente de 20 ans avec l'entreprise. « Nous n'avons pas encore eu la preuve que cette technologie fonctionne vraiment ».

C'est également ce que soutient l'organisme Écologie Ottawa. Hier, le porte-parole Trevor Haché a exhorté, en vain, le comité de l'environnement de ne rien signer avec Plasco avant la fin de la révision du plan de gestion à long terme des déchets de la Ville d'Ottawa, amorcée à l'automne. « Je ne comprends tout simplement pas l'urgence de la situation », a-t-il lancé aux élus.

« Réduire, réutiliser et recycler seront toujours nos buts premiers. Nous allons continuer à réacheminer le plus de déchets possibles. Ceci étant dit, il nous restera toujours des matières résiduelles et nous avons, devant nous, une nouvelle solution, la solution Plasco », a déclaré la présidente du comité de l'environnement, Maria Mcrae.



La Ville d'Ottawa croit qu'elle sera en mesure de recycler ou de composter 67 % de ses matières résiduelles d'ici 2042.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI

Cure de jouvence au Patro

Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Les quelque 3 000 personnes qui fréquentent chaque mois le Patro d'Ottawa peuvent bénéficier depuis peu d'un centre communautaire et récréatif remis partiellement à neuf. Les députés de la région ont inauguré les installations rénovées, hier, au cœur de la Basse-ville.

Toiture, plomberie, électricité et chauffage, plusieurs éléments de l'édifice vieux de 36 ans ont subi une cure de jouvence afin que l'établissement francophone respecte les normes actuelles.

« Par exemple, les toilettes ont été complètement refaites, avec des robinets qui économisent l'eau, a indiqué le président du conseil d'administration du Patro, Raymond Galipeau. Des minuteriers contrôlent maintenant les lumières. Ces mesures éconergétiques vont nous permettre d'économiser de l'argent, qui sera en retour réinvesti dans les différents programmes que nous offrons. »

Tout l'argent ainsi économisé sera investi dans les programmes, a ajouté M. Galipeau.

Les rénovations comprenaient des améliorations de l'entrée principale, de la façade du bâtiment, des salles de cours, des salles polyvalentes et du gymnase de l'édifice de la rue Cobourg. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont chacun payé le tiers des coûts du projet, évalué à 1,22 million de dollars. « La rénovation de cet édifice communautaire aidera les francophones d'Ottawa à mener une vie saine et prospère », a indiqué le député fédéral d'Ottawa-Orléans, le conservateur Royal Galipeau, au moment de procéder à la coupée du ruban.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | Le Droit

Les « indignés » tentent de bloquer des ports du Pacifique

LOS ANGELES — Des anti-wall Street se sont rassemblés hier dans plusieurs ports américains et canadiens de la côte Pacifique, perturbant le trafic de marchandises sans toutefois le bloquer.

Le mouvement avait lancé il y a quinze jours sur Internet un appel au blocage des ports « d'oakland (Californie) à Anchorage (Alaska) ».

Hier, quelque deux-cents personnes ont ainsi manifesté à Oakland, où les « indignés » avaient fait fermer ce grand port pendant 24 heures le mois dernier.

« Les opérations maritimes continuent avec des perturbations sporadiques dues aux manifestations », a indiqué le port d'oakland dans un communiqué diffusé après le début de la manifestation engagée avant l'aube.

Les autorités d'oakland avaient adressé aux manifestants une lettre ouverte la semaine dernière pour leur demander de ne pas interrompre les activités du port par lequel transitent 39 milliards de dollars de marchandises par an et qui emploie 73 000 personnes dans la région et plus de 800 000 dans le pays.

À Long Beach, au sud de Los Angeles, au moins une personne a été interpellée lors d'une manifestation au terminal de SSA Marine, une société contrôlée par la banque Goldman Sachs, une des principales cibles du mouvement anti-wall Street.

Les manifestants, au nombre de 200 selon le Los Angeles Times, se sont dispersés vers midi sous la pluie.

Plus au nord, à Portland en Oregon, deux manifestants ont été interpellés pour possession d'armes, selon la station de télévision locale KATU. À Seattle (État de Washington), un rassemblement était programmé plus tard dans la journée, tandis qu'aucune manifestation n'était signalée à Anchorage.

À Vancouver au Canada, quelques dizaines de manifestants du mouvement « Occupy Vancouver » ont bloqué hier matin des entrées du grand port, sans entrer en conflit avec la police, a indiqué cette dernière.

Le mouvement de contestation contre les abus de la finance internationale a débuté en septembre à New York, avant d'essaimer dans de nombreuses villes à travers l'Amérique du Nord. Plusieurs campements eux ont été démantelés depuis par la police.

Agence France-presse

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI

Vanier en deuil d'un ancien maire

Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Vanier est en deuil de l'un de ses ex-maires. Roger Crête, premier magistrat de l'ancienne ville de l'est d'Ottawa au début des années 1970, est décédé le 7 décembre dernier. Il avait 88 ans.

Conseiller municipal de 1965 à 1969, Roger Crête avait été élu maire aux élections municipales suivantes, occupant ce poste jusqu'en 1972.

Hier, à la Chambre des communes, le député fédéral d'Ottawa Vanier, Mauril Bélanger, a souligné le décès de M. Crête. « En plus d'avoir servi comme maire, Roger a œuvré avec distinction comme conseiller, et fut un bénévole très actif au sein de sa communauté, a indiqué le député libéral. Sa longue contribution lui a valu le respect et l'estime de ses concitoyens, tant anglophones que francophones. »

Entrepreneur de carrière, il avait longtemps été propriétaire de Roger Crête Nettoyage à sec, situé dans la Plaza McArthur, à Vanier. À sa retraite, il est devenu agent immobilier, tout en s'impliquant dans de nombreux clubs et organisations, dont le Centre Pauline-Charron, la Fondation Bruyère, la Société John-Howard, de même que les clubs Kiwanis et Richelieu, les Chevaliers de Colomb et l'institut canadien français.

Il laisse dans le deuil son épouse de 64 ans, Gisèle, sa soeur Gilberte, ses trois enfants – dont son fils Robert, qui avait à son tour tenté, en 1994, de se faire élire au conseil municipal de Vanier –, quatre petits-enfants et trois arrière-petits-enfants.



Les obsèques ont eu lieu hier matin à l'église Notre-dame-de Lourdes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | *Le Droit*

Une terroriste à raquette

Une dangereuse terroriste de 12 ans prévoyait une attaque d'autobus scolaire avec sa raquette de badminton ! Et c'est une question de sécurité ? Je comprends maintenant pourquoi certains demandent l'abolition des commissions scolaires !

Gérard Daniau, Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

gilets &+

IDÉE CADEAU

0 TAXES SUR TOUS LES GILETS EN INVENTAIRE

La boutique St+Amour style & mode possède également une vaste gamme de marques reconnues :

BOSS HUGO BOSS THE MOUNTAIN pure MEPHISTO

facebook

ST+AMOUR style & mode

131 St-Joseph Gatineau 819 770 5434 www.stamour.ca

DENIS GRATTON dgratton@ledroit.com 613-562-7531



L'ami Jean Coutu

Manon voulait des cartes de Noël. Elle n'est pas du genre - et moi non plus - à transmettre ses vœux de Noël par courriel.

«Je trouve que ça fait tellement froid, une carte de Noël virtuelle, m'a-t-elle dit.

— C'est la pensée qui compte.

— Vrai. Mais quand t'envoies une carte de Noël par la poste, la personne qui la reçoit se dit que t'as pensé à elle et que t'as pris le temps de choisir cette carte spécialement pour elle. Puis t'ajoutes un petit mot, juste pour cette personne-là. C'est plus chaleureux, tu ne trouves pas, Denis?»

Elle a raison.

J'étais donc en mission, samedi après-midi. Ma mission: trouver une boîte d'une vingtaine de cartes de Noël. «Et assure-toi de choisir les plus belles», a ajouté la patronne.

Premier arrêt: le Dollarama dans l'est d'Ottawa, à deux pas de la gare VIA. L'endroit est bondé. Mais bon! C'est la folie des Fêtes à son apogée. Qu'elles sont populaires, ces «gigguses» à un dollar ou deux.

Bon, là vous lisez cette chronique et vous vous dites sûrement: «Que t'es Séraphin, Gratton! T'achètes tes cartes de Noël dans un Dollarama!».

C'est pingre, je vous l'accorde. Mais c'est aussi une stratégie de magasinage. Vous commencez par un Dollarama, et si - sait-on jamais - vous trouvez des cartes de Noël qui ont de l'allure, vous épargnez quelques dollars. Donc, traitez-moi d'avare ou de grincheux de Noël si vous le voulez. Moi, je me trouve plutôt rusé.

Mais, comme prévu, les cartes de Noël de ce Dollarama étaient... cheap et, de plus, il n'y en avait pas une seule en français.

Deuxième arrêt: le HomeSense, chemin Innes, toujours dans l'est

d'Ottawa.

Un beau magasin, ce HomeSense. Plein de belles choses pour décorer la maison. Si j'étais riche, j'ouvrerais une franchise à Gatineau. Je ferais un tabac. Et je traduirais le nom de mon commerce, Jean-Paul. Ne monte pas sur tes grands chevaux, cher ami aylmerois.

Je trouve donc la section des cartes de Noël du HomeSense. Le choix est varié et les cartes sont aussi belles les unes que les autres. Seul petit hic: pas une seule boîte contient des cartes en français.

«Vous en trouverez sûrement en français chez Wal-Mart», me dit un commis... unilingue anglophone.

Ah non! Pas «Wal-Marde»! Ce magasin me donne de violents maux de tête. Et à ce temps-ci de l'année, ma tête va sûrement éclater. Mais pas le choix: je suis en mission, souvenez-vous.

Donc troisième arrêt: le Wal-Mart, situé littéralement à deux pas du Dollarama où je me trouvais plut tôt...

J'entre, c'est évidemment la folie furieuse, j'avale deux Tylenol extraforts et je me dirige droit vers la section des cartes de Noël. Et devinez-vous quoi? C'est ça. Vous l'avez deviné. Pas une maudite carte de Noël en français!

Y a de ces jours que je m'ennuie du Québec, vous dis-je...

Quatrième arrêt: le Loblaw du secteur Vanier. Résultat: le même que partout ailleurs. Que des cartes en anglais.

Mais il est où le problème dans les magasins d'Ottawa? La population de la capitale fédérale n'est-elle pas approximativement 15% francophone? On parle d'environ 125 000 personnes. Pourquoi n'y a-t-il pas au moins 15% de français dans les magasins pour ces 125 000 clients potentiels?

Et j'ai entendu des clients se

parler en français entre eux partout où je suis allé. Tant au Dollarama qu'aux HomeSense, «Wal-Marde» et Loblaw. Les francophones sont là, ils dépendent leur argent là, mais on les ignore. Quelqu'un a dit «irrespectueux»?

Je pensais donc avoir échoué ma mission. J'allais sûrement être grondé par la patronne. Et je me voyais déjà en route pour Gatineau lorsque... Eureka! J'y pense! Le Jean Coutu du secteur Vanier. Là où tous les employés parlent français. Là où nous sommes automatiquement servis en français. Ils auront sûrement des cartes de Noël en français à cette pharmacie. On y trouve de tout, après tout. Même un ami.

Donc cap sur le Jean Coutu du chemin Montréal, à trois pâtés de maisons de chez moi...

Oui, j'ai fait le tour de l'est d'Ottawa pendant deux heures pour me retrouver dans un commerce voisin de chez moi. Faut le faire. Une chance qu'on ne me confie pas des missions à tous les jours.

Ai-je trouvé des cartes de Noël en français au Jean Coutu de Vanier? demandez-vous.

Oui. Bien sûr. Et une très belle sélection à part ça. Les propriétaires de cette pharmacie ont tout compris. La majorité des Franco-Ontariens d'Ottawa habitent dans ce coin de la ville. Alors, servons-les dans leur langue et ils reviendront.

Et c'est ce que je fais depuis que je suis revenu à Vanier. J'y retourne. Parce que je sais qu'on me respectera.

Mais «chou» au Loblaw de Vanier qui n'a pas pensé d'ajouter des cartes en français aux dizaines de boîtes à vendre.

Ce magasin-là, je n'y retournerai pas. Et M. Loblaw ne recevra pas de cartes de Noël de ma part non plus.

Jean Coutu, par contre, est sur ma liste. C'est mon ami.

LEDROIT, LE MARDI 13 DÉCEMBRE 2011

L'offre

Autobahn pour tous

L'ingénierie allemande. À partir de seulement 17 240 \$*.

0 \$ PREMIÈRE MENSUALITÉ

SUR NOS MODÈLES 2012 LES PLUS POPULAIRES*

Jetta 2012
Louez à partir de

189\$ par mois pour 48 mois**

ou achetez à partir de 17 240 \$*

La toute nouvelle Passat 2012
Louez à partir de

299\$ par mois pour 48 mois**

ou achetez à partir de 25 440 \$*

Volkswagen de l'Outaouais

850, boul. St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

819 770-0220 www.vwo.ca

*Le PDSF du modèle Jetta 2012 de 2.0 L / Passat 2012 de 2.5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses / 5 vitesses est de 17 240 \$ / 25 440 \$ (frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 365 \$, taxe d'octroi de 100 \$ sur le client, si applicable, Indus, Assurance, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ ou RDPM), droits, options et taxes applicables en sus. La concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Cette offre de location s'applique à la location à long terme et s'ajoute à l'ajout de la location à long terme sur le modèle Jetta 2012 de 2.0 L / Passat 2012 de 2.5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses / 5 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 365 \$, taxe d'octroi de 100 \$ sur le client, si applicable, Indus dans le paiement mensuel. Acompte de 426 \$ / 1 958 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 250 \$ / 330 \$ et première mensualité requise au moment de la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 64 000 km en sus. Assurance, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ ou RDPM, droits, options et taxes applicables en sus. Première mensualité gratuite offerte avec une location de 48 mois sur option de crédit de Volkswagen Finance pour certains modèles. Jetta / Passat 2012 neuf et non immatriculé (modèles TDI Diesel propre exclus) jusqu'à concurrence de 400 \$ / 300 \$ (sans exclus). PDSF du modèle de base: 17 240 \$ / 25 440 \$. La concessionnaire peut louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011 et peuvent être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. Visitez votre concessionnaire ou visitez pour les détails. Modèles montrés à titre indicatif seulement. Volkswagen, le logo Volkswagen, Jetta, Passat et Autobahn pour tous sont des marques déposées de Volkswagen AG. Das Auto et dasin est une marque de commerce de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can 1 877 888 0040 Mon-Fri 9:00-5:00 PM
 COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

http://ledroitpartenariat.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx... 2011-12-13

13 décembre 2011 | Le Droit

Harper se trompe de cible en protégeant l'ours polaire

Le 10 novembre dernier le gouvernement Harper a donné le statut d'espèce préoccupante à l'ours polaire, en laissant entendre que c'est la chasse et non les changements climatiques qui constitue la plus grande menace pour cet animal emblématique. Cette décision a été prise pour de mauvaises raisons et pourrait avoir d'importantes répercussions dans les communautés autochtones.

Dans l'arctique, l'ours blanc n'a aucun ennemi à part l'être humain qui le chasse depuis des millénaires. Les Inuits et les Amérindiens en apprécient la chair et la fourrure. Au Canada, on dénombre près de 15 500 ours blancs.

Environ 600 ours blancs sont tués annuellement à des fins de subsistance par les autochtones. Une quinzaine d'ours sont également victimes de chasseurs de trophée guidés par des Inuits.

Des spécialistes estiment que cette chasse pourrait compromettre la survie de certaines populations d'ours blancs parce que les quotas alloués ne tiennent pas compte des impacts négatifs des changements climatiques. Compte tenu de son importance culturelle et des revenus qu'elle engendre pour certaines communautés locales (chaque ours blanc abattu comme trophée rapporterait près de 30 000 \$), la chasse de l'ours blanc demeure un sujet controversé.

Les dangers les plus graves proviennent de beaucoup plus loin.

L'ours blanc trône au sommet de la pyramide écologique et concentre dans sa chair et dans ses organes les métaux lourds et les organochlorés qui contaminent son milieu naturel. Ces substances toxiques transportées par le vent depuis les zones industrielles se déposent dans l'écosystème arctique et s'accumulent dans la chaîne alimentaire jusqu'à affecter la santé de l'ours.

À cette pollution insidieuse s'ajoutent les risques bien réels d'une pollution par les hydrocarbures reliés à la croissance rapide de l'exploitation des gisements de pétrole et du trafic maritime dans l'arctique.

Mais ce sont les changements climatiques qui suscitent le plus d'inquiétude pour la survie du prédateur.

Dans l'habitat de l'ours blanc, les glaces fondent plus tôt et se reforment plus tard, ce qui réduit la période propice à la reproduction et à la capture des phoques, restreint leur accès à leur nourriture privilégiée et augmente les risques de mortalité chez les plus jeunes.

Une étude a conclu en 2007 que les deux tiers des ours blancs du monde seraient susceptibles de disparaître d'ici le milieu du siècle si les tendances actuelles d'émissions de gaz à effet de serre se maintiennent.

Pas condamné pour autant

L'ours blanc n'est pas pour autant condamné. Des réductions significatives des émissions de gaz à effet de serre pourraient refroidir la planète de manière efficace, reconstruire la banquise et donner un nouveau souffle aux populations d'ours blancs. Ironiquement, le gouvernement du Canada qui gère près de 65 % de la population mondiale d'ours blancs hésite toujours à s'engager dans un programme sérieux de lutte contre les changements climatiques. En désignant la chasse comme cause principale du déclin des populations d'ours blancs, le gouvernement Harper se trompe de cible et met en péril le mode de vie ancestral des autochtones de l'arctique. Quand aura-t-il la décence de reconnaître les réels problèmes causés par les changements climatiques et d'aborder avec courage le plus grand défi environnemental de ce siècle ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 décembre 2011 | Le Droit

» à IKEA

Le nouveau IKEA à Ottawa : que c'est beau, que c'est grand, que c'est haut... mais j'ai été dans l'incapacité de me faire servir en français. Désolant ces « Sorry I don't speak French ». D'autant plus étonnant d'une multinationale qui traduit ses instructions d'assemblage en 45 langues... En tant que cliente, je m'attends à me faire servir en français, mais je constate que beaucoup de francophones ne l'exigent pas. Ce que l'histoire ne dit pas, c'est que la plupart des unilingues anglophones ne parlent pas français parce qu'ils ne le pratiquent pas. Si on veut cesser l'unilinguisme anglophone, il faudra exiger le français. Cessez d'être accommodants. Un jour, ils comprendront et enfin nous serons servis dans notre langue ! Jouons la carte de l'unilinguisme nous aussi !

Jozyam Fontaine, Gatineau d'une raquette », Ledroit, 12 décembre). Les commissions scolaires se demandent ensuite pourquoi tant de gens veulent les voir disparaître. Tant de fonctionnaires pour si peu de logique. Le milieu scolaire représente à plus petite échelle ce qu'est une société et un des buts de l'éducation est de montrer aux jeunes comment fonctionne une telle société. C'est très éducatif, dans le fond : cette jeune fille et les autres qui veulent jouer de la musique ou pratiquer un sport apprennent à vivre avec leurs futures frustrations : le non-sens illogique d'une machine bureaucratique ! Et ensuite ces institutions se vantent de prôner et encourager l'art, la culture et les sports... Quelle hypocrisie !

Daniel Cooke, St-andré-avellin

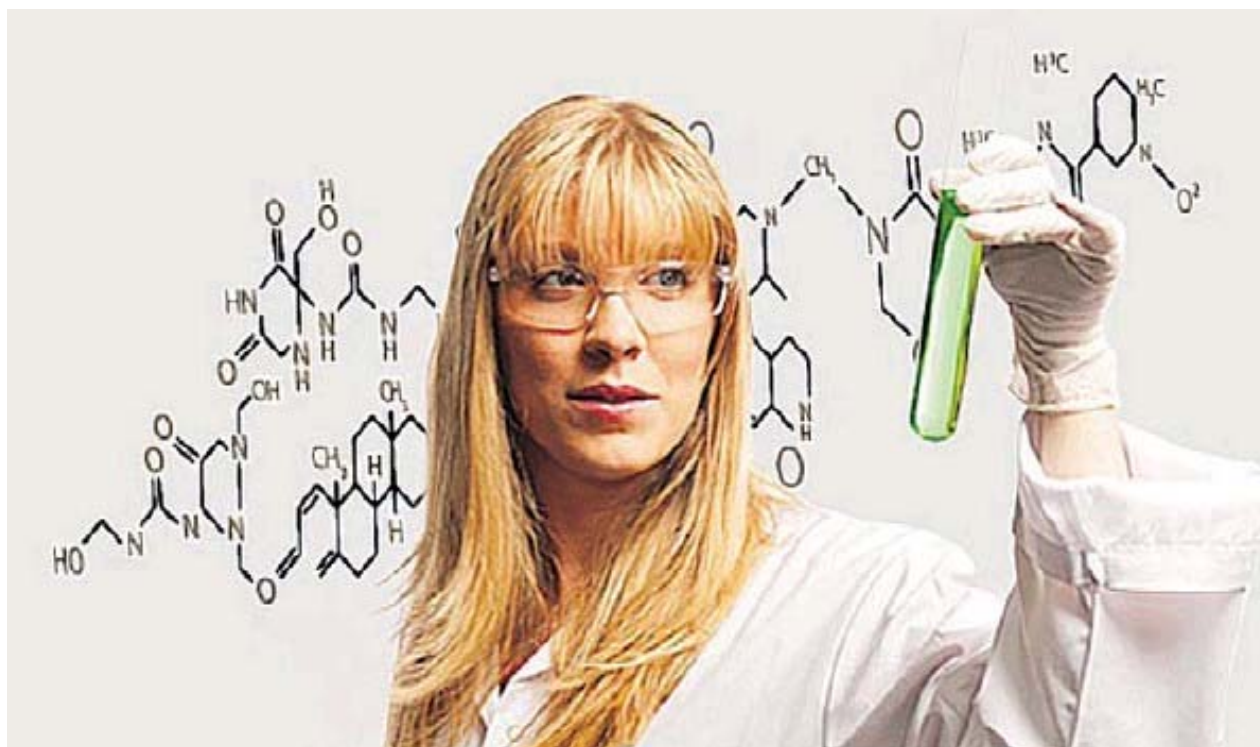
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Dec 2011 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

University of Ottawa recruitment ad had embarrassing errors, profs say

Colleagues from other institutions 'making jokes about our chemistry'

It may look flashy, but a University of Ottawa ad designed to attract science students features "embarrassing" errors a high school chemistry student could spot, some professors say.



A University of Ottawa ad designed to attract science students features embarrassing errors that most high school chemistry students wouldn't make, some professors say. In this ad, for instance, there are too many bonds to some atoms or not enough bonds to other atoms.

The ad is part of the latest student recruitment campaign and features six attractive young people — armed with backpacks, beakers or test tubes — in an effort to emphasize the research and international opportunities available at the school.

One ad — in which a blond woman dressed in a white lab coat and holding up a test tube stands in front of a depiction of molecules — features mistakes most high school chemistry students wouldn't make.

"Obviously, if you see the ad and you're a chemist, you're going to recognize that there was some graphic design involved," said David Bryce, an associate professor in chemistry. "It's clear whatever was on there was not actually a correct representation of a molecule, it was more artistic licence."

"Students who studied high school chemistry will recognize that there are errors in these artistic representations of the molecules," he added.

According to Bryce, some of the superscripts should actually be subscripts (and vice versa) and there are too many bonds to some atoms or not enough bonds to other atoms. Superscripts and subscripts are small numbers in the chemical representations of atoms and molecules. The bonds between atoms are represented by lines.

Also, the blond woman featured is actually studying occupational therapy, not chemistry. (Another student featured in another advertisement is a chemistry student).

The university says it knows the advertisement doesn't accurately depict chemical formulas and structures. Designers tried to incorporate accurate formulas at first, but modified them to make the design more eye-catching and effective.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Dec 2011 | Ottawa Citizen | Mpearson@ottawacitizen.com Twitter.com/mpearson78

Ad: Response has been good

The university's advertising manager said people have responded well to the ads, despite the unfortunate oversight.

"We're quite pleased with the result, but we are embarrassed about allowing that particular mistake to get through," Jerry Jones said, adding steps will be taken to ensure similar mistakes aren't made again.

People look at and process advertisements differently and some may not even be aware the graphic is wrong, he added. "If you're connected to something, it will jump out at you like it's the biggest thing on the planet, whereas if you're not, you'll pick out other things," Jones said.

Bryce, who specializes in nuclear magnetic resonance, called the error embarrassing.

"We're trying to advertise our Faculty of Science with that ad and trying to advertise good undergraduate programs, good research, et cetera, and if we're not scientifically correct in the ad, that kind of detracts from it," he said.

"I would rather see real molecules used in the ads."

Another chemistry professor posted online that colleagues at the University of Montreal had seen the ads and were "making jokes about our chemistry."

"Who wrote these formulas?," asked Professor J.C. (Tito) Scaiano, a Canada Research Chair in Applied Photochemistry at University of Ottawa.

"It would have been nice if we could have retained the formulae as is, but we really had little choice," Jones posted in response.

The recruitment campaign features ads on bus shelters, in and outside of buses and in subway platforms in Montreal, Toronto and Ottawa/ Gatineau.

Although it formally ended last month, Jones said some of the ads may not have come down yet.

The advertisements are the latest example of graphic designers having fun at the expense of science.

Naturalists pointed out last month that a Royal Canadian Mint TV commercial advertising a coin celebrating the boreal forest features species that don't actually call the northern forest home.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Dec 2011 | Ottawa Citizen

Stop the bullying

Re: The lessons of bullying, Dec. 11. I gather that columnist David Warren applauds lessons learned from bullying, as a rite of passage in the schoolyard to graduate to some form of, in his case, manly moral normality.

This kind of thinking is not unexpected from a confessed social conservative who, I believe, belittles anything that resembles social change or "progressive causes."

It's most interesting that he brings up "propaganda" regarding anti-sexual orientation bullying "imposed on unwilling Catholic and private Christian schools." To even support such schools that consider homosexuality as a sin and not part of the natural human dimension is abominable at best and hypocritical at least.

I attended a so-called Protestant all-male boarding school where such behaviour was "tolerated" (using Warren's sophistic definition), to the point that any student who was vulnerable to accusations of gayness was bullied. Some masters of the school who condoned such actions were known sadists and in their private lives were attracted to other men.

I was bullied and was a bully in school — although not for sexual orientation — and I remember every single incident in shame. I understand how it scars some for life, and am heartbroken over the tragedies of recent suicides.

I think that what religious conservatives really want is for people to live as conformists and to not challenge what they see as social norms from which they benefit.

Bullying can be stopped if we are willing to understand that human compassion is more spiritual than human suffering.

PETER HALEY,
Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Dec 2011 | Ottawa Citizen | OTTAWA CITIZEN

Niqab nonsense 3

The new rule banning niqabs and burkas at citizenship ceremonies is ludicrous and backwards. “It is a matter of deep principle that goes to the heart of our identity and our values of openness and equality,” says Jason Kenney, Canada’s immigration minister.

But banning forms of dress that are common in some cultures is a funny way to demonstrate Canada’s openness. This is a free country, which means that in general, we get to do what we like provided we don’t get in anyone’s way.

Forcing a woman not to wear a veil is just as much an imposition on her freedom as forcing her to wear one. Of course, no freedom is absolute. There is no absolute right to wear a face covering in Canada, and there never should be. Where there is a clear practical reason to ask women to remove their veils — as in the photographs on identity documents, or security checks at airports — authorities should have no hesitation in doing so.

But the ostensible practical concern in citizenship ceremonies — that applicants might not really be saying the oath — is flimsy.

It seems unlikely that a woman would go to the trouble of applying for citizenship, taking the test and paying the fee without a genuine desire to be classed as a Canadian citizen — just so she could secretly get away with not saying the oath. If citizenship judges really fear that women are remaining silent, or saying the wrong words, surely there are more reasonable accommodations we could make, such as asking a woman in a niqab to say the oath loudly enough to be heard on her own, if she chooses not to remove the veil and the judge has some doubts. The oath is just 43 words long; asking a woman to repeat it on her own wouldn’t take a great deal of time.

And if there’s a question of identity, a woman who wanted to wear the niqab could identify herself to one person, perhaps the presiding officer, before taking the oath. There’s no reason she would need to then stand in the crowd without her niqab.

But this isn’t really about any practical imperative. It’s about making a statement about Canadian values, and Canadian values, in Jason Kenney’s mind, don’t include niqabs. If that’s so, why not go as France is going, and ban them altogether? Of course, this being a cold country, we’d have to distinguish between acceptable motivations for covering one’s face and unacceptable ones. Good old boys in balaclavas are fine, of course.

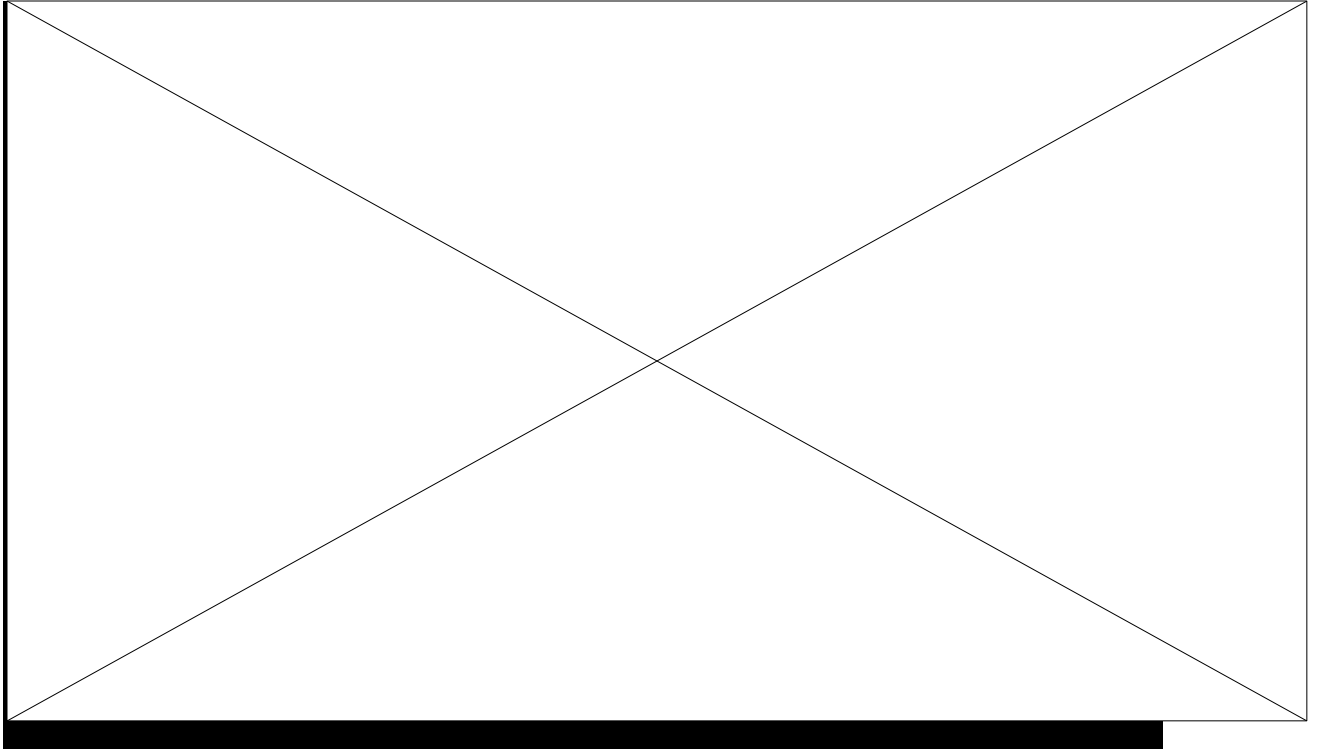
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Ottawa M

Ottawa Muslim applauds feds' niqab ruling

By [Kelly Roche](#), *Ottawa Sun*

FIRST POSTED: MONDAY, DECEMBER 12, 2011 05:30 PM EST | UPDATED: MONDAY, DECEMBER 12, 2011 10:18 PM EST



- [Change text size for the story](#)
- [Print this story](#)

[Report an error](#)

A female leader in Ottawa's Muslim community is applauding the federal government's new plan to ban face-covering garments when reciting the citizenship oath.

"I am very happy about it," said Nazira Tareen, founder and past president of the Ottawa Muslim Women's Organization.

"If we Muslims have chosen Canada as our country, we have come here, it is our duty as Muslims, it tells us in the Koran, to obey the laws of the land we have chosen to live in."

The rule, requiring Muslim women to remove face coverings such as niqabs or burkas, was announced Monday by citizenship and immigration minister Jason Kenney and is effective immediately.

Anyone who refuses to show their face will be asked to leave by a citizenship judge. If they change their mind they'll get another chance to become citizens.

If not, they'll remain permanent residents.

Tareen says covering the face is a cultural practice.

"It has nothing, absolutely nothing, to do with the religion of Islam," said Tareen.

"I am vehemently against it as a practicing, very pious Muslim woman."

Tareen says she's been pleading with Muslim women to remove their niqabs when they're at the mosque, calling it a "danger to women" in female-only sections.

"I don't know whether it's a man or a woman who's under that covering," Tareen said.

But not everyone is so quick to praise the feds' policy.

"We don't know enough about what Mr. Kenney meant, whether it is a categorical statement that everybody has to show their face," said Alia Hogben, executive director of the Canadian Council of Muslim Women.

She agrees covering the face is cultural rather than religious, however, "we think that it's up to the woman to decide how she wants to be in expressing her faith," said Hogben.

"Our position is that we do think that a woman dresses as she pleases, that nobody should tell her how to dress."

There are occasions, Hogben says, Muslim women need to show their faces, such as at airport security.

"We're hoping for more information" on the new policy, she said.

Tareen and Hogben do not cover their faces.

"I hope very much that this is not going to be seen as an anti-Muslim rule. That would sadden me," said Hogben.

On the other hand, Tareen says anyone who doesn't like it — "should go back to their country."

@ottawasunkroche

Be

Beating up on ‘contrarian big mouths’

0

By [Warren Kinsella](#), QMI Agency

FIRST POSTED: MONDAY, DECEMBER 12, 2011 10:48 PM EST | UPDATED: MONDAY, DECEMBER 12, 2011 10:59 PM EST



(QMI Agency)

- [Change text size for the story](#)
- [Print this story](#)

[Report an error](#)

It's a journalist's job to be skeptical, and to raise differing points of view, without fear or favour.

When a broad consensus is reached on an issue — in this case, bullying — it's right for media folks to offer up contrary points of view. Dissent is a good thing, particularly when only one point of view is dominating.

This fall, there has been an avalanche of coverage about bullying in Canada. Every paper and every broadcast, it seems, has had investigations into the nature and extent of bullying. Many of the stories have detailed the tragic tales of teenagers who, after being subjected to bullying, chose to take their own lives.

Politicians have picked up on the media's refrain. On Parliament Hill, and at provincial legislatures, politicians of every stripe have come together to denounce bullying, or to suggest measures to counter it. Some of the politicians haven't necessarily practiced what they preached — like those federal Conservatives

who have claimed to oppose homophobic bullying, while simultaneously opposing laws that would give gays true equality — but it has been nice to see the unanimous denunciations of bullying.

So, out of the rare show of unanimity, there has been dissent, which is theoretically a good thing. Unfortunately, the dissenters haven't advanced the debate about bullying, or their reputations.

Take, for example, the Ottawa Citizen's David Warren. In his columns, Warren reminds his readers that he is a Catholic — and, like all converts, he's making up for lost time. Personally, I think he's of little consequence and is obsessed with gays, so I ignore him. But sometimes he can't be ignored.

In a column published in the Citizen on the weekend, Warren wrote that anti-bullying measures are a conspiracy against heterosexuals and Christians. All of it is “a scheme to impose ‘gay-straight alliances’ on unwilling Catholic and private Christian schools, and otherwise extend the reach of ‘LGBT’ propaganda.”

Being gay, he suggests, is a “moral aberration,” and the “jackboot of coercion” and “left-wing hate laws” are now being used against those who — like Warren, one assumes — have seen their “moral universe turned upside down.” Oh, and being gay or masturbating is the equivalent of bestiality, when it comes to morally abhorrent behaviour.

Got that? There isn't really any bullying taking place, or at least none we need worry about.

The second dissenter wasn't nearly as odious as that, but just about as obtuse. c walked her dog, observed some boys doing that hug thing that a lot of athletes do these days, and immediately went ballistic. Toronto is full of “sissies,” hollered Blatchford, and the best way to deal with bullies is for a mob of kids to give them, and I quote, “a pounding after school.” And, again, hugging isn't manly.

The columns written by Warren and Blatchford — which you should read, in full, to experience the immensity of their collective idiocy — are part of the grand tradition of Canadian journalism. The two of them are doing what they think is their job — being contrarian big mouths.

And, on that night when their contrarian big mouths get them in real trouble, and a bully or two are getting ready to “pound” them into the pavement, it'll be us huggy, sissy, gay-friendly types who intervene to help them out.

It'll be worth it just to see the looks on their faces.